

forum

Le visiteur du Soir

Ezio Mauro

« La Repubblica », antidote à Berlusconi

Le directeur de « La Repubblica » est l'invité du « Soir ». Il raconte Berlusconi, l'« anomalie » italienne, le « populisme » qui monte, et son journal, engagé et droit dans la tempête.

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE BERNIS ET DAVID COPPI

Il Cavaliere : grandeur et décadence

Né à Milan le 29 septembre 1936, Silvio Berlusconi commence sa carrière comme entrepreneur dans le bâtiment dans les années soixante. En 1978, il se lance dans la télévision, crée « Tele-Milano », puis fonde la « Fininvest », société mère d'un groupe multimédia. En 1980, Canale 5, Italia 1, Rete 4, ses télévisions privées, s'imposent en Italie. En 1986, il achète le club de foot Milan AC. En 1989, il entre chez l'éditeur Mondadori.

Pendant ce temps, la Démocratie chrétienne, le Parti communiste et le Parti socialiste, qui structuraient le paysage politique italien, s'effondrent au début des années nonante. L'opération « Mains propres » emporte les uns pour corruption ; le Mur de Berlin retombe sur le PCI. Berlusconi surgit avec « Forza Italia ». C'est le début de son épopée en politique. Il devient chef du gouvernement pour la troisième fois (après deux défaites électorales, en 1995 et 2006, face à Prodi) en 2008, à la tête du « Peuple de la liberté », qui ramasse Forza Italia, l'Alliance nationale de Gianfranco Fini et La Ligue du nord d'Umberto Bossi.

Berlusconi est poursuivi en justice pour corruption, fraude fiscale, faux bilan, collusion avec la Mafia. Il est rattrapé en avril dernier par l'affaire Noemi Letizia, du nom d'une jeune fille à l'anniversaire de laquelle il prend part, s'attirant les foudres de son épouse, Veronica, qui demande le divorce et expédie une lettre-brûlot à La Repubblica, où elle l'accuse notamment de fréquenter des mineures. Suivront les scandales des « escort girls » dans ses résidences privées. Ses tentatives de faire voter des projets de lois pour « abréger » les procédures judiciaires.

La Repubblica enquête, dénonce. Le journal d'Ezio Mauro pose « dix questions » à Berlusconi, relatives à ses récits contradictoires à propos de ses liens avec Noemi. Berlusconi attaque le journal en Justice. Il exhorte les industriels à ne plus acheter d'espaces publicitaires dans le journal. Les ventes de La Repubblica progressent. Berlusconi est dans les cordes. ■

D.B., D.C.

la Repubblica
www.repubblica.it



© DOMINIQUE BERNIS/AGF

Important : les balises. A la fin de l'entretien, Ezio Mauro insiste : « Vous l'avez compris, la situation est grave mais je considère que l'Italie a les ressources pour réagir. Sa démocratie a l'énergie nécessaire. » Le directeur de La Repubblica parle de « perte de qualité de la démocratie », ou encore d'« anomalie » pour désigner le conflit d'intérêts incarné par un chef de gouvernement à la tête d'une puissance financière et qui détient ou contrôle les principaux médias du pays. Mais il ne franchit pas la ligne rouge, comme ceux qui, en Italie, dénoncent ce qu'ils appellent « il regime » (« le régime »), désignant par là un « berlusconisme » (terme jamais employé par Ezio Mauro lors de notre entretien) qui aurait fait quitter déjà à l'Italie le lit de la démocratie, pour les rives de l'autocratie, voire plus.

Implacable mais mesuré, Ezio Mauro n'est pas dans le scénario du pire, mais dans celui du grave. A commencer par le conflit d'intérêts : « L'homme politique qui est passé dans l'histoire comme le plus grand ennemi de la presse. Richard Nixon, n'avait pas une petite partie des moyens de communication et de pression dont dispose Berlusconi » avec son groupe éditorial (Mondadori), ses télévisions privées, sans compter sa maîtrise des chaînes publiques de la Rai.

A la tête de 460 journalistes disséminés en dix sites régionaux en Italie, fort d'un tirage de plus de 500.000 copies quotidiennes, et affichant « des ventes dopées avec Berlusconi, soit +4 à 6 % chaque mois par rapport à l'an passé, avec des pics selon l'actualité », Ezio Mauro se décrit comme le directeur d'un journal, avant tout, mais un peu plus quand même – malgré lui ? « Dans

un pays où le principal parti d'opposition de centre-gauche, le Parti démocrate, est faible, beaucoup de gens disent que l'opposition, c'est Repubblica, alors que nous, nous ne faisons que du journalisme. » Ezio Mauro assène : « D'abord les nouvelles, l'information, ensuite vient le reste. » Même s'il prolonge aussitôt : « Il y a une polarisation en Italie entre, d'un côté, La Repubblica, de l'autre, Il Giornale, à droite, agressif, quotidien de la famille Berlusconi. Et si la télévision est un peu une agora moderne vouée au grand public, la bataille politique, elle, se fait dans les journaux. »

Journal-mais-un-peu-plus, La Repubblica s'est mué en une sorte de « réceptacle », comme le point de

raffinement d'une « communauté » qui se mobilise « contre un certain pouvoir » : c'est via le quotidien que Roberto Saviano, auteur de l'ouvrage Gomorra, consacré à la camorra napolitaine et à l'origine d'un film palmé à Cannes, a lancé une pétition contre les projets de loi berlusconiens en matière de procédures judiciaires accélérées, qui visent à le mettre à l'abri définitivement des poursuites dans une série d'affaires de corruption : « Une pétition signée par plus de 500.000 personnes avec lesquelles nous établissons des relations, notamment en leur envoyant un document audio où Roberto Saviano explique sa démarche. » Est-ce à dire que l'après-Berlusconi, qui s'annonce comme une libération,

marquera le temps du reflux pour La Repubblica ? « Notre couverture des événements, nos investigations ont drainé une participation citoyenne, cette "communauté" dont je parlais, et cela au nom de valeurs qui vont rester pour le futur. » Un investissement.

Question : quel tort Berlusconi fait-il à l'Italie ? « Pensez aux lois sur mesure, ad personam comme on dit. En fait : le pouvoir exécutif veut utiliser le pouvoir législatif pour contrôler le pouvoir judiciaire. » Et, davantage, que le conflit d'intérêts, plus encore que l'instrumentalisation du pouvoir législatif, ou la négation du principe de séparation des pouvoirs, « il y a là derrière un modèle de populisme ». Modèle qui trouve un

terrain d'expansion « dans une Europe fragile, celle de sociétés complexes tentées par les grandes simplifications ». A la Sarkozy ? « Lui, c'est un professionnel de la politique, c'est différent, même s'il y a des éléments de populisme. »

En fait de « populisme » à l'italienne, Ezio Mauro parle de l'« hégémonie culturelle » à droite, qui a succédé dans son pays à celle, historique, de la gauche, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, sous l'influence du plus puissant parti communiste d'Europe. « Berlusconi domine culturellement maintenant. Il a pour lui le "sens commun" en Italie, dont il est le plus grand producteur, le plus grand consommateur, et qui s'est répandu partout. » Ezio Mauro y revient : « Le

populisme tire parti des difficultés de la démocratie. S'il y a des problèmes de chômage, de salaire, d'école etc., alors, pour les gens, la "valeur d'usage" de la démocratie baisse, et le populisme se place. »

En Italie, ceux qui critiquent Berlusconi sont accusés de « salir le pays ». La Repubblica en premier. Une accusation qui porte dans certains milieux. Un « simplisme » auquel Ezio Mauro oppose simplement : « On peut aimer son pays et ne pas être dans la majorité au pouvoir. Aimer son pays dans le respect des règles de la démocratie. C'est ce que nous faisons. »

Après le scandale Noemi (lire ci-contre) et la publication par La Repubblica, tous les jours pendant

près de six mois, de dix questions embarrassantes au chef du gouvernement, auquel il a refusé obstinément de répondre, « sinon, à la fin, à sa façon, dans un livre publié par Mondadori, maison d'édition sous son contrôle », celui-ci ne se contentait plus de stigmatiser « ceux qui salissent le pays », mais il attaquerait le journal en justice.

Leader populiste, le « charisme » de Silvio Berlusconi s'arrête néanmoins aux frontières transalpines ; ailleurs, le personnage est raillé souvent, on le trouve « ridicule ». Ezio Mauro : « Car c'est en Italie que les gens ont voté pour lui, et ceux-là ne veulent rien entendre à ce qu'ils considèrent comme de simples "critiques" qui l'empêchent de travailler. »

Après le scandale Noemi (lire ci-contre) et la publication par La Repubblica, tous les jours pendant

près de six mois, de dix questions embarrassantes au chef du gouvernement, auquel il a refusé obstinément de répondre, « sinon, à la fin, à sa façon, dans un livre publié par Mondadori, maison d'édition sous son contrôle », celui-ci ne se contentait plus de stigmatiser « ceux qui salissent le pays », mais il attaquerait le journal en justice.

Leader populiste, le « charisme » de Silvio Berlusconi s'arrête néanmoins aux frontières transalpines ; ailleurs, le personnage est raillé souvent, on le trouve « ridicule ». Ezio Mauro : « Car c'est en Italie que les gens ont voté pour lui, et ceux-là ne veulent rien entendre à ce qu'ils considèrent comme de simples "critiques" qui l'empêchent de travailler. »

« Un jour, en 1992, à Arcore, Berlusconi m'avait tout dit... »

Connaissiez-vous Silvio Berlusconi ? Ezio Mauro nous confie ceci avant de quitter la rédaction, ce récit de sa première rencontre avec Il Cavaliere, l'industriel et l'homme d'affaires qui devait conquérir l'Italie. Edifiant. « C'était en 1992. J'étais alors directeur de La Stampa (NDLR : journal au centre-droit, spécialisé en économie, détenu par la famille Agnelli, elle-même à la tête du groupe Fiat). Silvio Berlusconi me reçoit chez lui, dans sa résidence à Arcore, près de Milan. Il est très séducteur, comme avec tous ses interlocuteurs directs. Il me parle en confiance. Il est tenté par la politique. Je lui demande s'il compte briguer la

mairie de Milan, car on en parlait à l'époque. La mairie de Milan ? Monsieur ne se déplace pas pour si peu. « Non, me répond-il. J'ai l'intention de lancer un parti reaganien, qui aura la majorité absolue, et de devenir le chef du gouvernement en Italie. » Bon. La conversation se poursuit. Je m'en vais. Je quitte Arcore. Monsieur Agnelli m'appelle au téléphone : « Tiens, ce Silvio Berlusconi, qu'est-ce qu'il t'a raconté ? » Je lui dis, en gros : « Pas grand-chose... Vous connaissez la suite. Sa percée fulgurante dans le paysage politique italien, et son avenir de chef du gouvernement... Il avait tout dit à Arcore. Je ne l'avais pas cru. » ■

D.B., D.C.

Ezio Mauro est né en 1938, à Dronero (Piémont). Actuel directeur de « La Repubblica », il a commencé sa carrière en 1972 à la « Gazzetta del Popolo », à Turin. Il collabore ensuite à « La Stampa » (de 1981 à 1987), puis à « La Repubblica ». En 1990, il retourne à « La Stampa », où il est nommé codirecteur, puis directeur. En 1996, il prend la direction de « La Repubblica », succédant au fondateur Eugenio Scalfari.

Ezio Mauro précise : « Mais attention, je n'ai jamais pensé que les gens qui votent Berlusconi sont moins intelligents que les autres. Berlusconi est un sujet formidable, n'oubliez pas qu'il a monté en très peu de temps une opération politique extraordinaire. »

Divisée, repliée la plupart du temps sur ses querelles internes, l'« alternative » à gauche, celle notamment d'un Parti démocrate balbutiant, tarde à se dessiner. Et, très paradoxalement, c'est Gianfranco Fini, membre éminent de la majorité berlusconienne, celui du « Peuple de la liberté », ancien président de l'Alliance nationale (héritière du parti néofasciste), actuellement président de la Chambre, qui incarne

aux yeux de beaucoup l'opposition effective à Berlusconi. Lui qui le rappelle au respect de la Constitution. « Fini et les siens testent en ce moment s'il est possible d'influencer le parti de Berlusconi de l'intérieur, de le reorienter avec son leader. On est dans cette phase. Mais pour ma part, je pense qu'entre eux, Fini et Berlusconi, la dynamique est celle de la rupture. »

La « dynamique », pour Berlusconi, est aussi judiciaire, et elle prend un tour dramatique. Final, peut-être. Car après les affaires de corruption, le chef du gouvernement est mis en cause par un repenti de la Mafia, Spatuzza, qui, en prétoire, en procès à Turin, a parlé de collusion entre l'ancien homme d'affaires et l'organisation criminelle au début des années nonante, quand lui débatait en politique et que la Mafia orchestrait ses attentats contre les juges... Ezio Mauro, là non plus, ne franchit pas la ligne rouge : « Spatuzza, après qu'il a fait ces terribles déclarations, a été couvert par les grands chefs mafieux en prison. Comme s'il y avait une stratégie de l'organisation pour déstabiliser l'Etat. Agit-il pour le compte de la Mafia ? Soyons très prudents. Attendons en cela la vérité qui sera judiciaire. »

Et, au-delà, celle politique. On entend le directeur « engagé » : « La gauche doit être capable de décliner et défendre ses valeurs et ses idéaux sous une forme moderne. Le propos dépasse l'Italie. Le XX^e siècle était le siècle de la social-démocratie : elle ne semble pas capable de passer dans le XXI^e. Le discours de la gauche est aujourd'hui une langue morte, du passé, alors que ses valeurs et ses idéaux sont fondamentaux pour la société moderne. » Moderne comme La Repubblica. ■

Divisée, repliée la plupart du temps sur ses querelles internes, l'« alternative » à gauche, celle notamment d'un Parti démocrate balbutiant, tarde à se dessiner. Et, très paradoxalement, c'est Gianfranco Fini, membre éminent de la majorité berlusconienne, celui du « Peuple de la liberté », ancien président de l'Alliance nationale (héritière du parti néofasciste), actuellement président de la Chambre, qui incarne

aux yeux de beaucoup l'opposition effective à Berlusconi. Lui qui le rappelle au respect de la Constitution. « Fini et les siens testent en ce moment s'il est possible d'influencer le parti de Berlusconi de l'intérieur, de le reorienter avec son leader. On est dans cette phase. Mais pour ma part, je pense qu'entre eux, Fini et Berlusconi, la dynamique est celle de la rupture. »

Stoemp flamand

Geert Buelens

Poète et professeur de littérature néerlandaise moderne à Utrecht



BHV expliqué aux étrangers

La nomination d'Herman Van Rompuy comme premier président du Conseil européen a suscité, à l'étranger, un intérêt subtil pour le petit pays complexe sur la mer du Nord. Ces dernières semaines, j'ai pu expliquer les bizarreries de l'Etat belge à des citoyens des Pays-Bas, d'Allemagne, de Pologne, de Hongrie, de République tchèque et des Etats-Unis, entre autres. Les plus courageux d'entre eux souhaitent même que je les éclaire sur la question de Bruxelles-Hal-Vilvorde. En ce qui concerne cette dernière, ce n'était de toute évidence pas possible avec des mots uniquement. Pour expliquer BHV, vous n'avez pas seulement besoin de beaucoup de courage, de temps et de bonne volonté, mais surtout d'une craie et d'un tableau noir (ou un stylo et du papier). Cela témoigne assurément de l'intelligence particulière de mon public, mais il sembla qu'il était bien

tu constitue une partie importante de votre identité. Historiquement parlant, ce sont d'ailleurs surtout les francophones qui ont plaidé contre le bilinguisme généralisé en Belgique. A force d'œuvrer pour une Wallonie unilingue et linguistiquement homogène, ils ont à coup sûr créé une Flandre unilingue. Suivant cette logique, BHV peut aussi être scindé sans compensations pour les francophones dans ce domaine – ce qu'implique d'ailleurs la reconnaissance d'une frontière linguistique.

Par ailleurs, mes interlocuteurs étrangers trouvaient très curieux que les communes où vit une population à grande majorité francophone puissent rester officiellement unilingues néerlandophones. Les principes sont importants dans la vie, mais la réalité du terrain ne peut pas être davantage niée. Tant mes étudiants que ces étudiants étrangers comprenaient

« BHV scindé, cela ne serait pas la fin du calvaire, mais le début d'une autre façon de se parler. »

possible d'expliquer BHV aux étrangers. Et ils purent aussi comprendre les deux points de vue (je simplifie, bien sûr, il existe davantage que deux points de vue sur BHV en Belgique ; une des causes du pétrin BHV est que nous partons du principe que tous les Flamands pensent la même chose sur le sujet, même chose pour les francophones, il existe bien plus d'opinions variées... même ma propre considération sur la question n'est pas totalement univoque).

Prémièrement, ils comprirent que BHV est un véritable problème. Dans la situation actuelle, le principe d'égalité est violé, et ce n'est pas admissible dans un pays démocratique. Ils comprirent aussi les sensibilités particulières qui existent des deux côtés de la frontière linguistique. Les néerlandophones ont un sentiment de subordination vieux d'un siècle et demi dans ce pays. D'innombrables francophones considéreraient la langue des Flamands comme un dialecte inférieur, inapte à être utilisé au tribunal, au gouvernement, dans l'enseignement ou dans les sciences (l'ignorance est toujours d'actualité : aujourd'hui encore, la plupart des francophones, y compris des intellectuels, parlent de cette langue comme le « flamand » en lieu et place du néerlandais). La fixation parfois obsessionnelle, pour les observateurs, de nombreux Flamands sur la langue, y est pour quelque chose : tout ce pour quoi vous avez combattu

certes la peur des Flamands d'une francisation accrue de la périphérie bruxelloise, mais il leur semblait illusoire de penser qu'une application stricte de la loi linguistique pourrait changer quelque chose à cette réalité. Un élargissement de Bruxelles ou l'instauration d'un bilinguisme officiel dans certaines communes de la périphérie peut donc être bien plus sérieusement envisagé.

Ce que mes interlocuteurs ne comprirent absolument pas, c'est comment un pays comme la Belgique pense pouvoir survivre avec un système qui fait en sorte que les politiques destinés à diriger le pays ne soient plus élus que par leur seule communauté linguistique. L'introduction d'une circonscription électorale fédérale semble la logique même. Et l'accroissement de la compréhension mutuelle des langues, leur culture et leur histoire colle tout aussi bien, pour les mêmes raisons, avec un Etat fédéral. Les tensions entre les entités fédérées surviennent certes dans d'autres Etats fédéraux, mais lorsque – comme en Belgique –, c'est toujours le 1 contre 1, cela ne peut aboutir qu'à l'impasse structurelle. Si tantôt, enfin, BHV est scindé, cela ne serait pas la fin du calvaire. Ce pourrait être le début d'une autre manière de se fréquenter pour les différentes communautés entre elles. ■

Traduit du néerlandais par Fabienne Trefois.

Un récit et un manuel couronnés par le Prix du livre européen

Attention à la troisième année, aurait mis en garde Jacques Delors, l'inspirateur du Prix du livre européen, à l'attention des organisateurs de cette encore jeune récompense littéraire : « C'est souvent la troisième édition qui est difficile à passer. » Le mauvais augure ne s'est pas vérifié, puisque les lauriers 2009 ont bel et bien été décernés, mercredi, dans l'enceinte du Parlement européen à Bruxelles. Les lauréats : le journaliste polonais Mariusz Szczygiel pour *Gottland*, une exploration de l'âme tchèque sous le communisme, et l'eurodéputée libérale française Sylvie Goulard pour un manuel, *L'Europe pour les nuls*.

Ce prix a été institué afin de récompenser des ouvrages, publiés dans quelque Etat membre de l'Union européenne, qui « promeuvent les valeurs de l'Europe et contribuent à mieux incarner l'Union auprès des citoyens ». Le jury est constitué de journalistes d'une quinzaine de journaux européens –

dont le soussigné – placés chaque année sous la présidence d'une personnalité emblématique de la culture européenne : cette année, ce fut au tour d'Ezio Mauro, le patron du quotidien italien *La Repubblica*, qui a du reste profité de ce passage à Bruxelles pour jouer au visiteur du *Soir* (lire ci-dessus).

Après un essai fougueux de Guy Verhofstadt sur les Etats-Unis d'Europe en 2007, puis une somme historique magistrale sur l'Europe depuis 1945 du Britannique Tony Judt en 2008, ce sont deux ouvrages d'un genre encore différent que le jury a primés cette année-ci. Deux ouvrages, car pour la première fois, les organisateurs du prix ont décidé de distinguer deux catégories : romans et essais.

C'est – bizarrement – un récit qui n'est aucunement un roman, ni même une fiction, qui est sorti vainqueur incontesté de la catégorie romans, et même de l'ensemble des deux sélections. *Gottland*

est un petit bijou sur un sujet qui, osons-le, ne promettrait pourtant pas d'amener les foules à la Tchecoslovaquie d'avant la chute du Mur.

L'auteur, reporter réputé du quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*, est amoureux des Tchèques et de leur langue... Avec *Gottland* – jeu de mots inspiré par le nom d'un chanteur, Karel Gott – Szczygiel a tissé un chapelet de petits récits, pour en faire une exploration, mi-journalistique mi-historique, de l'esprit tchèque sous le régime communiste. On voyage de l'histoire de la famille Bata (des chaussures) à celle d'une chanteuse tchèque dont Goebbels était tombé éperdument amoureux, en passant par les subterfuges utilisés par la nièce de Franz Kafka pour éviter qu'on ne l'identifie. Just qu'à ce morceau d'anthologie : le récit de la construction/destruction de la plus grande statue de Staline au monde, à Prague, dont personne n'a jamais parlé, et surtout pas les Pragois...

Avec sa plume froide, presque chirurgicale, qui ne donne que plus de relief au caractère ici absurde, là cruel ou émouvant de ces « contes réels », Szczygiel emmène le lecteur dans une promenade aux tréfonds de l'âme tchèque : en fait, un voyage dans l'universalité de nos petits (souvent) ou grands (plus rarement) sentiments, lorsqu'ils sont mis à l'épreuve d'un système totalitaire. Et on ne peut s'empêcher, à la lecture de Szczygiel, de déceler une filiation avec son prestigieux prédécesseur polonais, Ryszard Kapuscinski, l'auteur fétiche de tous les grands reporters mondiaux.

La catégorie essais de l'édition 2009 comprenait quant à elle des ouvrages extrêmement variés, y compris une (trou) originale *Constitution européenne en vers*. Après de longs et animés débats teintés d'une certaine frustration, une majorité du jury s'est dégagée en faveur de l'ouvrage de Syl-

vie Goulard. *L'Europe pour les nuls* est évidemment récompensé pour sa qualité pédagogique – expliquer l'Europe n'est pas chose facile – et pour la masse d'informations qu'un lecteur peu averti, et même un lecteur averti, peut y trouver. Même si ce livre est visiblement conçu avant tout pour un lecteur français, sinon franco-centré. Au travers de ce livre, qui est plus un manuel qu'un essai, le jury a aussi couronné une familière des couloirs européens : Sylvie Goulard fut une conseillère du président de la Commission européenne Romano Prodi, elle préside la section française du Mouvement européen, et elle a été élue cette année au Parlement européen sur les listes du Mouvement français. Sylvie Goulard a produit déjà plusieurs essais sur l'Europe et la construction européenne, et cette œuvre antérieure n'a pas été totalement étrangère au souhait du jury de récompenser ce travail. ■

La catégorie essais de l'édition 2009 comprenait quant à elle des ouvrages extrêmement variés, y compris une (trou) originale *Constitution européenne en vers*. Après de longs et animés débats teintés d'une certaine frustration, une majorité du jury s'est dégagée en faveur de l'ouvrage de Syl-

vie Goulard. *L'Europe pour les nuls* est évidemment récompensé pour sa qualité pédagogique – expliquer l'Europe n'est pas chose facile – et pour la masse d'informations qu'un lecteur peu averti, et même un lecteur averti, peut y trouver. Même si ce livre est visiblement conçu avant tout pour un lecteur français, sinon franco-centré. Au travers de ce livre, qui est plus un manuel qu'un essai, le jury a aussi couronné une familière des couloirs européens : Sylvie Goulard fut une conseillère du président de la Commission européenne Romano Prodi, elle préside la section française du Mouvement européen, et elle a été élue cette année au Parlement européen sur les listes du Mouvement français. Sylvie Goulard a produit déjà plusieurs essais sur l'Europe et la construction européenne, et cette œuvre antérieure n'a pas été totalement étrangère au souhait du jury de récompenser ce travail. ■

vie Goulard. *L'Europe pour les nuls* est évidemment récompensé pour sa qualité pédagogique – expliquer l'Europe n'est pas chose facile – et pour la masse d'informations qu'un lecteur peu averti, et même un lecteur averti, peut y trouver. Même si ce livre est visiblement conçu avant tout pour un lecteur français, sinon franco-centré. Au travers de ce livre, qui est plus un manuel qu'un essai, le jury a aussi couronné une familière des couloirs européens : Sylvie Goulard fut une conseillère du président de la Commission européenne Romano Prodi, elle préside la section française du Mouvement européen, et elle a été élue cette année au Parlement européen sur les listes du Mouvement français. Sylvie Goulard a produit déjà plusieurs essais sur l'Europe et la construction européenne, et cette œuvre antérieure n'a pas été totalement étrangère au souhait du jury de récompenser ce travail. ■

vie Goulard. *L'Europe pour les nuls* est évidemment récompensé pour sa qualité pédagogique – expliquer l'Europe n'est pas chose facile – et pour la masse d'informations qu'un lecteur peu averti, et même un lecteur averti, peut y trouver. Même si ce livre est visiblement conçu avant tout pour un lecteur français, sinon franco-centré. Au travers de ce livre, qui est plus un manuel qu'un essai, le jury a aussi couronné une familière des couloirs européens : Sylvie Goulard fut une conseillère du président de la Commission européenne Romano Prodi, elle préside la section française du Mouvement européen, et elle a été élue cette année au Parlement européen sur les listes du Mouvement français. Sylvie Goulard a produit déjà plusieurs essais sur l'Europe et la construction européenne, et cette œuvre antérieure n'a pas été totalement étrangère au souhait du jury de récompenser ce travail. ■

vie Goulard. *L'Europe pour les nuls* est évidemment récompensé pour sa qualité pédagogique – expliquer l'Europe n'est pas chose facile – et pour la masse d'informations qu'un lecteur peu averti, et même un lecteur averti, peut y trouver. Même si ce livre est visiblement conçu avant tout pour un lecteur français, sinon franco-centré. Au travers de ce livre, qui est plus un manuel qu'un essai, le jury a aussi couronné une familière des couloirs européens : Sylvie Goulard fut une conseillère du président de la Commission européenne Romano Prodi, elle préside la section française du Mouvement européen, et elle a été élue cette année au Parlement européen sur les listes du Mouvement français. Sylvie Goulard a produit déjà plusieurs essais sur l'Europe et la construction européenne, et cette œuvre antérieure n'a pas été totalement étrangère au souhait du jury de récompenser ce travail. ■

vie Goulard. *L'Europe pour les nuls* est évidemment récompensé pour sa qualité pédagogique – expliquer l'Europe n'est pas chose facile – et pour la masse d'informations qu'un lecteur peu averti, et même un lecteur averti, peut y trouver. Même si ce livre est visiblement conçu avant tout pour un lecteur français, sinon franco-centré. Au travers de ce livre, qui est plus un manuel qu'un essai, le jury a aussi couronné une familière des couloirs européens : Sylvie Goulard fut une conseillère du président de la Commission européenne Romano Prodi, elle préside la section française du Mouvement européen, et elle a été élue cette année au Parlement européen sur les listes du Mouvement français. Sylvie Goulard a produit déjà plusieurs essais sur l'Europe et la construction européenne, et cette œuvre antérieure n'a pas été totalement étrangère au souhait du jury de récompenser ce travail. ■



Gottland
MARIUSZ SZCZYGIEL
Actes Sud,
279 pages,
21 euros.



L'Europe pour les Nuls
SYLVIE GOULARD
Editions Générales First,
526 pages,
22,90 euros.